tution, soit pour le pouvoir fédéral “ une question d'un caractère purement administratif.”

Considérons maintenant, par l'examen de la constitution que les conservateurs disent avoir été *violée*, si le gouverneur-général avait le droit de faire ce qu'il a fait. En thèse générale le souverain constitutionnel doit se soumettre à l'avis de ses ministres ; mais il y a des cas où il peut se dispenser d'accepter cet avis. C'est une prérogative de la couronne qui est rarement exercée, mais qui n'en existe pas moins de droit et de fait, ainsi que le prouve la clause 12 de la constitution :

“ 12. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui,
“ — par aucun acte du parlement de la Grande-Bre-
“ tagne, ou du parlement du Royaume-Uni de la
“ Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature du
“ du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la
“ Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, lors de
“ l'union, — sont conférés aux gouverneurs ou lieute-
“ tenants-gouverneurs respectifs de ces provinces ou
“ peuvent être par eux exercés, de l'avis, ou de l'avis
“ et du consentement des conseils Exécutifs de ces pro-
“ vinces, ou avec la coopération de ces conseils, ou
“ d'aucun nombre de membres de ces conseils, ou par
“ ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs indivi-
“ duellement, seront, — en tant qu'ils continueront
“ d'exister et qu'ils pourront être exercés après l'union,
“ relativement au gouvernement du Canada, — conférés
“ au gouverneur-général et pourront être par lui exer-
“ cés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement ou
“ avec la coopération du Conseil Privé de la Reine pour
“ le Canada ou d'aucun de ses membres, ou par le
“ gouverneur-général individuellement, selon le cas ; mais
“ ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu
“ d'actes de la Grande-Bretagne ou du parlement du
“ Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande),